

P

**DISPOSITIONS RELATIVES AU LICENCIEMENT ET A
LA CESSATION DE SERVICES DES AGENTS DU CADRE
PERMANENT ET AUXILIAIRES DE LA S. N. C. F.**

Le Journal Officiel du 20 octobre 1942 publie un Arrêté du 20 septembre 1942 aux termes duquel la S.N.C.F. est, en ce qui concerne le congédiement et la résiliation du contrat de travail, soumise aux dispositions de l'article 5 de la loi du 4 septembre 1942 et aux dispositions de l'Arrêté inter-ministériel du 19 septembre 1942.

Le texte de l'article 5 de la loi du 4 septembre 1942 relative à l'utilisation et à l'orientation de la main-d'œuvre ainsi que des extraits de l'Arrêté inter-ministériel du 19 septembre 1942 sont donnés dans l'Annexe I au présent Avis général.

Il résulte en particulier de ces dispositions qu'en quittant la S.N.C.F. sans autorisation, un agent (du cadre permanent ou auxiliaire) s'expose aux peines d'emprisonnement ou d'amende prévues par l'article 12 (dont le texte est donné dans l'Annexe I) de la loi du 4 septembre 1942.

Les formalités à observer à l'occasion du départ des agents du cadre permanent et des auxiliaires feront l'objet d'instructions particulières.

Il est rappelé, d'autre part, au Personnel qu'en vertu de l'art. 13 du Règlement d'administration publique du 28 novembre 1938 « dès la publication du Décret d'ouverture du droit de réquisition et jusqu'à publication du décret mettant fin au droit de réquisition » tout agent de la S.N.C.F. (du cadre permanent ou auxiliaire) est tenu « de rester au poste qu'il occupe ou de rejoindre tout autre poste qui pourrait lui être assigné par l'Autorité compétente ».

L'ouverture du droit de réquisition a été prononcé par décret du 25 août 1939 et il n'a pas été mis fin depuis lors à ce droit de réquisition.

En quittant son poste sans autorisation, un agent de la S.N.C.F. s'expose donc aux sanctions prévues par l'article 31 de la loi du 11 juillet 1938 modifiée par le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 et est, par conséquent, passible d'un emprisonnement de 6 jours à 5 ans et d'une amende de 500 f à 30 000 f ou à l'une de ces deux peines.

Paris, le 2 novembre 1942.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

DISTRIBUTION

P1

EX	MT	VB
1 - 2	1 - 2	1
11 à 14	11 à 49	10 à 12
18	55 - 56	31 à 33
21	64	41 - 43
31	91 à 93	51 - 52
91 à 93		57
		61 - 64
		71 - 75
		86 à 88
		91 - 92

Rectificatifs

Article 12 — Toute personne qui entreint la présente loi ou les mesures prises pour son application sera passible d'un emprisonnement de six jours à cinq ans et d'une amende de deux cents francs à trente mille francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, qui pourront être portées au double en cas de récidive.

Article 5 — Tout congédiement, toute résiliation de contrat de travail sans autorisation préalable des services de l'inspection du travail sont interdits dans les entreprises industrielles et commerciales, en vue d'assurer la stabilité du personnel.

LOI n° 869 du 4 Septembre 1942 RELATIVE À L'UTILISATION ET À L'ORIENTATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

ANNEXE I

Article 1^{er} — Toute personne employée dans un établissement soumis aux dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 5 de la loi du 4 septembre 1942 relative à l'utilisation et à l'orientation de la main-d'œuvre, désireuse d'abandonner son emploi, doit en obtenir l'autorisation préalable de l'inspecteur du Travail (1).

Toute personne du sexe masculin autorisée à quitter son emploi dans ces conditions, devra en faire la déclaration à la Mairie de sa résidence dans les formes prévues par l'article 1^{er} du décret du 19 septembre 1942 pris par application de la loi du 4 septembre 1942 relative à l'utilisation et à l'orientation de la main-d'œuvre.

Dans le cas d'une demande motivée pour raison de santé ou incapacité physique constatée par un certificat médical ou dans le cas d'empêchement grave, l'inspecteur du Travail (1) peut subordonner sa décision à une vérification, et, s'il y a lieu, un examen médical par un médecin assermenté choisi sur une liste dressée par le Préfet et dont la rémunération est à la charge du département.

Article 2 — Tout chef d'établissement soumis aux dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 5 de la loi susvisée qui veut licencier du personnel doit, au préalable, en aviser l'inspecteur du Travail (1) en faisant connaître les nom, prénoms, nationalité, âge, sexe, adresse, qualification professionnelle ou métier exercé de chacune des personnes qu'il se propose de licencier, ainsi que les motifs de leur licenciement.

Les personnes du sexe masculin licenciées dans ces conditions devront faire à la Mairie de leur résidence la déclaration prévue à l'article 1^{er} du décret du 19 septembre 1942 pris par application de la loi du 4 septembre 1942, relative à l'utilisation et à l'orientation de la main-d'œuvre.

Lorsqu'un chef d'établissement invoquera à l'appui d'une demande de licenciement, l'incapacité professionnelle ou d'incapacité physique de l'intéressé, l'inspecteur du Travail (1) pourra subordonner sa décision à une vérification et, s'il y a lieu, à un examen médical dans les conditions prévues à l'article 1^{er}.

Lorsqu'un chef d'entreprise invoquera à l'appui de sa demande un motif disciplinaire grave, l'inspecteur du Travail (1) devra faire connaître sa décision dans un délai de trois jours. A défaut de réponse dans ce délai, le licenciement sera considéré comme approuvé.

◆ (1) En ce qui concerne la S.N.C.F., ce rôle est joué par l'inspecteur du Service de la Main-d'Œuvre et des Transports.